

**LA RADIO MULTILINGUE A L'IMAGE DES MARCHES ?
RAPPORT DE SYNTHESE**

Introduction

Le plurilinguisme est la réalité quotidienne de tous les pays africains. Mais quel usage est fait du nombre impressionnant de langues qu'on y trouve ? Le plurilinguisme, une réalité quotidienne, mais aussi une réalité qu'on a souvent tendance à oublier, à mettre de côté. Au marché on passe d'une langue à une autre sans s'en apercevoir. A la radio, le thème redevient actuel quand on procède à un changement dans la grille des programmes. Telle langue se sent défavorisée, l'autre est sûre d'avoir plus de locuteurs que ce que lui donne le pourcentage du dernier recensement. Et souvent le plurilinguisme devient un casse-tête. Mais il y a de nombreuses façons de passer outre à ce qu'on qualifie de problème.

L'atelier de Joal avec son intitulé en forme de question s'est voulu un laboratoire du multilinguisme à la radio, en marge du lancement de cinq nouvelles radios rurales locales au Sénégal. Des gens de radio du Burkina, du Mali, de Guinée et du Sénégal sont venus dire quelles expériences ils avaient avec les langues. Un professeur de linguistique a esquissé le schéma de communication dans les marchés. Gens de radios et spécialistes des langues se sont rencontrés, ont échangé et se sont intéressés aux implications linguistiques du pluralisme radiophonique. On aurait aussi pu s'intéresser aux implications radiophoniques du pluralisme linguistique. Que serait la radio sans la langue, sans les langues ?

En préambule à ce rapport, j'aimerais reproduire ici une citation du Sénégalais Babacar Sine qui nous a été proposée par un participant à l'atelier dans son exposé :

"Si nous voulons éviter à l'Afrique de connaître l'écrasement des sous-cultures, il faudra absolument que l'on fasse attention à l'usage des langues dans la radio et dans la télévision car la machine, avec tout son prestige, mise au service d'une langue, dans une situation multilingue, peut favoriser une langue. Il y a un problème d'équilibre linguistique à trouver. Non seulement l'économie de marché contribue à rendre une langue plus véhiculaire qu'une autre, mais l'usage même de l'outil audiovisuel rend, en plus, une langue plus véhiculaire que d'autres. Et cela au détriment d'autres sous-cultures qui restent infériorisées par rapport à des langues qui deviennent plus dominantes à force d'être utilisées à la radio et à la télévision".

Un exemple de plurilinguisme: les marchés

On dit que les pays africains sont plurilingues mais si c'est le cas, ce n'est pas le cas sur l'ensemble du territoire. Il y a des lieux où les langues convergent : les voies de communication, la ville, et bien sûr les marchés. Le marché fonctionne un peu comme un révélateur au sens photographique

du terme. On y voit apparaître les langues véhiculaires, les langues employées. Il préfigure peut-être l'avenir linguistique des pays.

Face au multilinguisme il y a deux manières d'agir. In vitro, lorsque l'état intervient et une autre, in vivo, dans la pratique sociale. Et cette manière on la trouve sur les marchés.

C'est un peu une métaphore de dire qu'on va faire une radio à l'image des marchés, mais en même temps cela signifie que la gestion qu'un peuple donne de son plurilinguisme, la radio pourrait en prendre acte et la reproduire. L'idée paraît tout à fait séduisante.

Des exemples concrets de marchés en Afrique peuvent nous faire mieux comprendre la réalité linguistique de régions, de villes ou de quartiers en Afrique. Ces observations se basent sur trois enquêtes réalisées par le professeur Calvet.

A Brazaville au Congo, on s'est rendu compte qu'entre les marchés de Poto-Poto et de Bacongo, distants de 3 kilomètres, on trouve une situation linguistique totalement différente. Ceci s'explique par le fait que les migrations vers la capitale se font de deux manières : vers Poto-Poto quand on vient du Nord (la langue véhiculaire est alors le lingala), et vers Bacongo quand on vient du Sud (munukutuba comme langue véhiculaire).

A Ziguinchor au Sénégal, le professeur Calvet a effectué des enquêtes chez les commerçants d'un marché de la ville en leur demandant quelles langues ils parlaient (avec un contrôle des affirmations des marchands).

Langue première (plus communément appelée langue maternelle) : 35% diola, 26% wolof, 16% mandinka, 11% peul, 4% sérère, 3% balante, 2% manjak/bassari, 2% mancagne, 1% sarakolé et 1% arabe.

Quand on s'est intéressé au nombre de langues parlées par ces marchands, on a remarqué qu'ils étaient pour la plupart de vrais multilingues. Chez les marchands peuls par exemple il n'y en avait aucun qui ne parlait qu'une seule langue. Mais le phénomène d'unilinguisme est beaucoup plus présent chez les Wolofs et les Diolas. Et à l'autre extrême, les "champions du multilinguisme" sont peuls et mandingues. Certains de ces commerçants maîtrisent six, voire sept langues. On a rencontré un marchand qui parlait seulement wolof et qui refusait de vendre en diola. Pour de telles occasions il avait appris une phrase type pour dire : "va voir ailleurs".

Au marché Sandaga de Dakar, on n'a plus étudié quelles langues maîtrisent les commerçants mais quelles langues ils emploient pour leurs interactions. Ainsi à Sandaga 70% des interactions se font en wolof, 18% en peul, 6% en wolof/français et 6% en français. Ensuite on a fait un tri croisé par produit, c'est à dire qu'on a comparé le produit à la langue employée pour la vente. Pour les tissus 59% des interactions se faisaient en wolof, 23% en français (s'explique par le nombre important de touristes qui achètent du tissu pour se faire des coussins, et non pour des habits, on le verra plus bas), 9% en français/wolof et 9% en peul. Chez le tailleur 96% des interactions étaient en wolof et 4% en peul (les francophones qui se font tailler des tissus les achètent chez les Libano-syriens et les font tailler directement). Pour la vente du lait le pulaar fait une percée avec 24% tandis que le wolof reste la langue la plus employée avec 76% (les toubabs achètent leur lait au supermarché).

Ainsi on peut voir comment les différentes langues cohabitent à l'intérieur des marchés et comment elles sont employées. On retrouve très bien cette fonction de révélateur exercée par le marché. On a vu que la langue parlée dépend du lieu du marché, du marchand et du produit.

Un pays qui a 20, 30 langues, voire plus, a la communication difficile et pourtant les habitants de tels pays parviennent à se comprendre.

Ces quelques remarques au sujet du multilinguisme dans les marchés montrent qu'il est impératif d'enquêter, de voir comment les gens communiquent et seulement ensuite on peut envisager avec des gens de radio de concrétiser le multilinguisme sur les ondes. Les marchands deviennent alors les animateurs de radio et les acheteurs prennent le rôle des auditeurs.

L'usage des langues nationales à la radio

Les radios africaines sont sans cesse confrontées au multilinguisme pour la mise sur pied de leurs programmes. La chaîne nationale de la radio sénégalaise diffuse par exemple en 12 langues selon le principe des rendez-vous. C'est à dire que chaque langue a sa plage horaire.

De telles contraintes linguistiques ne sont pas du tout rentables au plan commercial. Si les auditeurs d'une langue doivent attendre quatre heures pour avoir à nouveau une émission dans leur langue, le risque est grand de les voir changer de chaîne. Le problème est encore plus grand quand on émet dans une langue qui a très peu d'auditeurs. Là, le risque de perdre son auditoire est très élevé. Une solution a toutefois été trouvée avec les décrochages régionaux. Ainsi la chaîne nationale peut émettre simultanément dans plusieurs langues grâce à son réseau d'émetteurs. Mais on se heurte alors aux producteurs d'émissions qui veulent une audience nationale pour leurs productions. Le recrutement de journalistes et de personnes compétentes pour réaliser des émissions en langues nationales est aussi problématique. Il arrive que des producteurs extérieurs, à qui on avait confié une émission, s'incrument, deviennent des vedettes, même s'ils ne sont pas très compétents, et il devient alors impossible de les déloger, parce que le lobby exerce pas ceux qui parlent la langue de l'animateur en question est trop puissant.

Lorsque les responsables des programmes procèdent à un rééquilibrage du temps d'antenne accordé aux différentes langues, ils sont souvent confrontés à des lobbies qui émettent des menaces si la part accordée à leur langue est diminuée. Ce fut par exemple le cas au Sénégal en 1994 avec les Halpularen. Autre problème, la surveillance de la qualité des émissions. Il est difficile d'avoir pour chaque langue diffusée une personne chargée du contrôle des programmes. Dans de pareils cas, les relations entre les différentes ethnies peuvent aussi s'avérer difficile. Il ne faudrait, par exemple, pas mettre un Diola pour surveiller les émissions en soninké, car les Soninkés se sentiraient offensés.

Au Mali aussi la surveillance des émissions pose problème. Des speakers profitent du fait que leur langue est comprise par très peu de gens pour faire un usage personnel de leurs émissions. Ainsi un speaker tamachek a lancé un message à l'antenne pour trouver une charrette afin de ramener un de ses parents au village!

La radio nationale malienne diffuse en une vingtaine de langues. C'est le dynamisme du speaker qui amène à ce qu'une langue soit plus employée qu'une autre. Au chapitre malien, Bernard Feller a fait remarquer l'aveuglement de la radio nationale face aux langues nationales. Le songhaô et le tamachek n'étaient toujours pas employés après le conflit au Nord Mali. Autre cas de ce type en Casamance, région en proie à une lutte d'indépendance, où l'émetteur en ondes moyennes ne fonctionnait pas en 1992, seul un émetteur FM était en fonction à Ziguinchor. Un différend semblable a eu lieu dans la région de Tambacounda (Sénégal) en 1992, à la veille de la CAN (coupe d'Afrique des nations -football), de la visite du pape au Sénégal et de la rencontre

islamique. De très nombreux villages ne recevaient ni la télévision, ni la radio. C'est seulement après que les populations avaient menacé de prendre le gouverneur de la région en otage que le problème a été réglé.

La Guinée a essayé de gérer le plurilinguisme radiophonique en retenant huit langues pour la radio nationales et en donnant le même temps d'antenne à ces huit langues. Les radios rurales locales furent d'une aide très précieuse, parce qu'implantées dans des zones à problèmes linguistiques.

On le voit, les langues ne cohabitent pas toujours bien entre elles. Le problème relève entre autres du droit et de l'infrastructure. Au niveau juridique, des pays pratiquent le principe de la territorialité, comme la Suisse par exemple. C'est le territoire qui détermine le choix de la langue ou le droit à la langue. Il y a aussi le principe de personnalité, comme au Canada, où toute personne appartenant à un groupe linguistique reconnu a le droit de parler sa langue en n'importe quel point du territoire. Pour la radio vient se greffer un problème de canaux, un problème qu'il ne faut pas minimiser en Afrique, on l'a vu avec le cas de Tambacounda. Une mauvaise planification des émetteurs de la radio nationale peut très vite mener à des problèmes d'unité nationale.

Le service public doit être mis au service de tout le monde. Et les langues nationales doivent pouvoir occuper dans les médias de service public la place qu'elles occupent réellement dans la société. Mais les langues nationales sont souvent considérées comme des sous produits par les jeunes journalistes, tout comme les radios rurales sont considérées comme des sous radios. Tout ce qui se dit en politique se dit en français, donc les rédactions en langues nationales sont les parents pauvres de l'actualité. Les personnalités politiques rechignent souvent à donner des interviews dans une langue nationale. Là-dessus vient se greffer le manque de motivation des agents qui sont envoyés dans les rédactions régionales. On les envoie parfois dans les régions pour les punir et ces agents passent alors leur temps à prendre des contacts pour revenir à la radio de la capitale. Et ces démarches mènent aussi dans ces stations régionales à une plus grande prise en compte du français dans la grille des programmes. Les agents essayent de se revaloriser avec l'emploi du français.

Des villes comme Tambacounda ou Ziguinchor sont des laboratoires linguistiques. On a vu le cas de Ziguinchor avec les marchés. La station de radio de Tambacounda s'est fait remarquer par une émission de sa radio régionale. Il s'agit d'une émission interactive. Les thèmes vont des programmes de vaccination à la protection de l'environnement. Les auditeurs appellent et posent leur question dans leur langue. L'auditeur essaye quand même de trouver une langue que le journaliste comprend. Si tel n'est pas le cas, le technicien peut apporter son aide pour la traduction. Si les intervenants n'arrivent pas à s'entendre, on change de langue afin de trouver un idiome commun. Cette émission est bien suivie même s'il n'y a pas de résumés entre les différentes questions.

L'exemple de Tambacounda pourrait être un point de départ pour réfléchir aux différents points à observer afin de produire une émission multilingue fiable.

Un autre point de départ pour une réflexion pourrait être le rôle de la radio nationale dans la résolution des conflits. Il fut étonnant d'apprendre que la station de Ziguinchor située dans une région en proie à une guerre civile n'avait entrepris aucun effort jusqu'à maintenant pour faire passer un message de paix par la radio.

Les idées qui ressortent de cet atelier

Du séminaire de Joal ressort un souci d'inclusion des entités locales. Cette inclusion peut être vue de manière très large. On connaît les bons rapports qu'il y a en Afrique de l'ouest entre différentes ethnies, c'est ce qu'on appelle plus communément le cousinage ou la parenté de plaisanterie. Et on a pu voir que ce cousinage se pratique aussi entre différents patronymes. Il faut être attentif à l'aspect régulateur du cousinage.

L'écoute croisée de différents sujets tels la musique, la poésie ou la pharmacopée devrait aussi prendre une place de choix dans la grille des programmes.

D'un point de vue plus spécifique aux langues, différentes idées ont été émises.

- La prise en compte de la réalité locale des langues et non le contexte national. C'est un problème que les responsables des radios rurales locales du Sénégal ont bien compris. Ils ont étudié la situation linguistique de leur région. Mais il est parfois difficile de définir précisément le paysage linguistique auquel on a à faire sans faire des exclus. Une station comme Joal par exemple, est déjà confrontée aux requêtes d'une minorité pulaarophone avant même d'avoir commencé à émettre.

- L'introduction de dialogues croisés par des animateurs bilingues, une possibilité pour se démarquer du schéma de radio à rendez-vous et pour aboutir à une radio de compagnie et multilingue.

- La gestion rationnelle des langues tout en admettant le fait qu'aucune langue n'est pure, d'où les néologismes lorsque c'est nécessaire et la prise en compte de la réaction des auditeurs par rapport aux emprunts et aux néologismes. Les langues bougent, les langues vivent et les langues meurent aussi. Les langues n'existent pas. Ce sont des pratiques de différentes langues qui existent. A la radio il faudrait chercher le plus petit dénominateur commun lorsqu'on emploie une langue, afin d'être compris par le plus grand nombre. Il faudrait éviter les emprunts systématiques aux langues étrangères, mais aussi accepter les langues telles qu'elles sont parlées. Des problèmes terminologiques se poseront toujours. Une façon de les résoudre est une collaboration entre les stations de radio rurale locale et les associations de langues. Une autre façon est la mise sur pied d'émissions au sujet de la langue où les auditeurs seraient amenés à débattre sur les différentes formes de leur langue.

- La prise en charge équitable des langues par les radios, qu'elles soient privées ou de service public. Les contraintes linguistiques ne sont pas du tout rentables au plan commercial. Les chaînes privées ont tendance à émettre dans les langues majoritaires d'un pays. Est-ce que la radio nationale doit porter à elle seule le fardeau du plurilinguisme ? L'acceptation de la pluralité linguistique est une condition sine qua non pour ouvrir à l'unité nationale d'un pays.

Conclusion

L'exemple des marchés nous apporte une base pour mieux comprendre le problème linguistique en terme de radio. Nous avons vu qu'un vendeur de marché doit être au moins bilingue. Comme le vendeur, le journaliste ou l'animateur de radio devrait pouvoir parler à tous ses clients, à tous ces auditeurs. Le volume des langues peut facilement augmenter en doublant les animateurs par exemple.

Toute langue mérite protection parce que porteuse de patrimoine. Même si les langues doivent mourir, il convient d'écouter ce qu'elles ont à nous dire. Cela ne veut pas dire que toutes les langues ont droit à une place égale à l'antenne, des rendez-vous hebdomadaires peuvent satisfaire à

l'exigence d'identité, tandis que les langues parlées majoritairement dans la zone de diffusion pourront prétendre à la radio de compagnie.

La réflexion de Joal a obligé les gens de radio à prendre conscience de la pluralité linguistique de chaque pays. Le plurilinguisme longtemps vu comme un handicap peut aussi être vu comme une chance. La diversité est fécondante, comme le plurilinguisme d'un pays peut très bien mener vers la convergence.

Le séminaire de Joal doit être considéré comme un premier pas vers une radio multilingue. De nombreuses idées ont été ébauchées. Le schéma de l'émission multilingue parfaite n'existe pas encore, ce sera peut-être le thème d'un Joal 2.

Recommandations

L'atelier de Joal/Sénégal, la radio multilingue à l'image des marchés, tenu du 7 au 11 mars 1999.

Considérant la pluralité linguistique dans toutes les zones d'implantation des radios rurales locales, Considérant l'importance de l'utilisation des langues nationales comme outil de travail et comme mode d'expression identitaire,

Considérant que les radios rurales locales sont à l'image de la pluralité du pays,

Recommande:

L'inclusion et non l'exclusion des différentes entités locales.

La prise en compte de la réalité locale des langues et non le contexte national.

L'introduction de dialogues croisés par des animateurs bilingues.

La gestion rationnelle des langues tout en admettant le fait qu'aucune langue n'est pure, d'où les néologismes lorsque c'est nécessaire.

La prise en compte de la réaction des auditeurs par rapport aux emprunts et aux néologismes.

L'établissement des relations entre la radio rurale locale et les associations de langues.

La prise en charge équitable des langues par les radios, qu'elles soient privées ou de service public.

L'acceptation de la pluralité dans un souci national d'unité linguistique.

L'appui de la coopération internationale aux radios rurales locales, notamment l'UNESCO et l'Agence de la Francophonie pour la production et l'échange d'émissions en langues nationales.

Que l'Agence de la Francophonie initie et développe des actions concrètes pour l'établissement et le renforcement du partenariat entre les différentes langues parlées au sein de la francophonie.

Fait à Joal le 11 mars 1999.

Evaluation de l'atelier

Objectif

Sensibiliser les gens de radios au plurilinguisme et prendre compte de ces données au moment de faire une grille des programmes.

Succès

compréhension de la pluralité linguistique
esquisses de solutions aux problèmes des radios en matière de langues
échange d'expériences sous-régionales
qualité des exposés et des intervenants
bonne connaissance des enjeux du multilinguisme
stagiaires des radios rurales locales motivés
méthodologie de l'enquête
caractère ouvert des débats
bonne compréhension d'un sujet difficile par les stagiaires.

Echecs

mauvaise acoustique
insuffisance de la traduction simultanée
absence de supports écrits et audio
Sud FM n'est pas venu.

Potentialités

intérêt accru pour la langue
bonne gestion des langues dans la grille des programmes
grille de programmes efficace
production croisée d'émissions
émissions multilingues
agir en réseau
poursuite des relations avec les extérieurs
pistes ouvertes (ex. cousinage).

Obstacles

équipements non disponibles
pression des communautés linguistiques, des politiques et des religieux
mobilité limitée des stations
manque de valorisation culturelle.